

Guerre d'Irak : notre responsabilité...

par Daniel Durand ()*

Introduction

Le 17 mars 2003, à l'aube de l'offensive américaine en Irak, le président américain George Bush déclarait aux Irakiens que les troupes américaines allaient « *renverser l'appareil de terreur et (les) aider à bâtir un nouvel Irak, prospère et libre* »⁽¹⁾.

Cinq ans après, une évidence s'impose. Le président Bush a menti à ses concitoyens. Il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak. Et Saddam Hussein n'avait aucun lien avec Al-Qaida. De plus, le gouvernement a institué un état d'urgence permanent aux États-Unis avec la loi sur la sécurité intérieure (Homeland Security).

Quant au droit international et particulièrement le droit de la guerre, il a été tout simplement ignoré avec les emprisonnements sans jugements à Guantánamo, les sévices à Abou Ghraïb, les prisons secrètes et les vols aériens de la CIA avec l'accord des capitales européennes. La démocratie est toujours l'otage de la violence à Bagdad. La paix et la stabilité n'ont pas progressé tant au travers des menaces qui planent sur une nouvelle guerre possible en Iran, que par l'enlisement des USA et de l'OTAN en Afghanistan, ou par l'impasse dans le conflit israélo-palestinien.

Quels résultats l'hyper-puissance états-unienne a-t-elle obtenu ? Était-ce pour contrôler les plus grandes réserves mondiales de pétrole (et ainsi couper l'herbe sous les pieds à la Chine) et sans doute aussi pour placer des bases militaires au coeur du Moyen-Orient ? « Mais c'est une politique à très court terme et ce n'est pas du tout sûr qu'ils pourront en tirer avantage. », s'étonne le chercheur Pierre-Yves Ghebali dans une interview à un journal suisse⁽²⁾.

En Europe, la passivité sinon la complicité de certains pays européens les a déconsidérés dans le monde arabe. Paradoxalement, la crise irakienne a provoqué un bond en avant des initiatives de la défense européenne depuis 2003 : on a vu se multiplier les missions, du Congo au Tchad ou au Kosovo. Des réajustements se font dans les relations avec l'allié américain puisque les Britanniques, alliés des États-Unis, prennent des distances à présent, alors que la France de Sarkozy renoue avec l'équipe de George W. Bush.

Y-a-t-il une issue à cette situation ? Il semble bien que l'alternative soit complexe entre les deux positions extrêmes : la poursuite de l'occupation actuelle et d'une politique de force pouvant aller jusqu'à l'affrontement militaire avec l'Iran ou celle d'un retour du droit international, de la fin de l'occupation par les troupes de la coalition et un rôle vraiment central donné à l'ONU. Il est clair qu'un tel virage supposerait l'arrivée d'une nouvelle équipe,

* Daniel Durand est collaborateur de l'I.D.R.P et auteur de « Irak, qui a gagné ? », La Dispute, Paris, 2003

1 George W. Bush, « Address to the Nation on War with Iraq », discours prononcé à Washington D.C., 17 mars 2003

2 « Cinq ans de guerre en Irak et des plaies mondiales » - 24 Heures - <http://www.24heures.ch/>

démocrate sans doute, à la Maison-Blanche pour remettre vraiment en question la politique calamiteuse des Républicains. Le rejet de la guerre en Irak demeure toujours aussi fort dans l'opinion publique américaine : ce sera certainement une des principales clés des futures élections de novembre 2008. Mais même dans ce scénario, le discrédit des États-Unis est tel qu'ils semblent disqualifiés pour aider à une issue à la crise irakienne. Cela risque d'être à l'ensemble de la communauté internationale de réparer les pots cassés par les états-uniens...

L'échec des objectifs justifiant l'entrée en guerre de 2003 :

Force est de constater que tous les arguments avancés par les dirigeants des États-Unis pour justifier l'entrée en guerre contre l'Irak se sont révélés erronés, sinon mensongers ou manipulés⁽³⁾. Je ne rappellerai brièvement que les grands thèmes ici.

Pas d'armes de destruction massive :

Dick Cheney déclarait le 17 mars 2002, « *Nous savons que les Irakiens disposent d'armes biologiques et chimiques. (...) Et nous avons des raisons de penser qu'ils cherchent à acquérir des armes nucléaires.* ⁽⁴⁾»

Le 23 janvier 2004, David Kay, chargé de la recherche d'armes de destruction massive en Irak par le gouvernement des États-Unis, démissionne et proclame qu'il n'y a pas eu production d'armes de destruction massive depuis la fin de la première Guerre du Golfe. George Tenet, directeur de la CIA, nomme alors un remplaçant, Charles Duelfer. Mais Colin Powell, responsable des affaires étrangères confirme quand même qu'il y a

3 voir dès 2003 : « Irak, qui a gagné ? », par l'auteur, La Dispute, Paris

4 Maison Blanche, conférence de presse du vice-président Cheney et du prince héritier de Bahreïn.

peu de chances qu'il y ait eu des armes de destruction massive en Irak.

La même année, le 6 octobre 2004, le remplaçant de David Kay, Charles Duelfer, rend un rapport public dans lequel il affirme que le régime de Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive et n'en avait pas fabriqué depuis 1991, et surtout qu'il ne disposait pas non plus de la capacité d'en produire.

Trois mois plus tard, le 12 janvier 2005, le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, annonce la fin de la mission américaine de recherche d'armes de destruction massive en Irak, sans avoir trouvé trace d'armes prohibées.

Pas de lien avec Al Qaïda

Deux mois avant l'entrée en guerre, M. Bush déclarait le 28 janvier 2003 :

« *Les informations venues de nos services de renseignement, les communications secrètes et les déclarations faites par des personnes en détention révèlent que Saddam Hussein aide et protège les terroristes, y compris ceux d'Al-Qaïda. En secret et sans laisser ses empreintes digitales, il pourrait fournir une de ses armes cachées aux terroristes, ou leur permettre de produire les leurs.* ⁽⁵⁾ »

Remis le 12 mars 2008 au Congrès, un

5 Discours sur l'état de l'Union.

rapport du Centre d'analyse opérationnelle de l'état-major interarmées américain conclut qu'aucune "liaison opérationnelle" entre Saddam Hussein et Al-Qaida n'a pu être établie à l'issue du dépouillement de "plus de 600 000 documents" saisis à Bagdad.

Les militaires américains ont limité la distribution de cette étude. Impossible de se la procurer sur Internet : le document est uniquement disponible sur demande avant d'être envoyé par courrier ⁽⁶⁾. D'autres rapports, rédigés par la commission d'enquête sur le 11-Septembre ou encore par les services de l'inspecteur général du Pentagone, en 2007, étaient déjà arrivés à la même conclusion, mais aucune étude avant celle-ci ne reposait sur autant d'informations. Selon le résumé de l'étude, disponible sur le site de la chaîne ABC, *"Saddam Hussein soutenait des groupes terroristes et le terrorisme d'État était devenu un outil de routine du maintien du pouvoir"*, mais *"les cibles privilégiées de cette terreur d'État étaient les citoyens irakiens"*. Sur son site, ABC rappelle qu'en 2004, le président américain George W. Bush avait déclaré, cité par le Washington Post : *"La raison pour laquelle je continue de dire qu'il y a un lien entre l'Irak, Saddam et Al-Qaida est parce qu'il y a un lien entre l'Irak et Al-Qaida."* Un an plus tôt, c'était le vice-président de l'époque, Dick Cheney, qui déclarait sur NBC : *"Nous savons qu'il (Saddam Hussein) a de nouveau essayé de fabriquer des armes nucléaires et nous savons qu'il entretient des relations de longue date avec des groupes terroristes, dont Al-Qaida."*

la démocratie en otage :

La guerre en Irak avait été menée au nom du

6 voir article du Monde du 20 mars 2008

rétablissement de la démocratie et pour servir d'exemple à d'autres pays du Moyen-Orient.

La bilan est bien maigre. Certes, pendant ces cinq années, les États-Unis ont tenté de pousser les régimes du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique du Nord à plus de souplesse et de démocratie (premières élections municipales en Arabie saoudite, droit de vote pour les femmes au Koweït, entrebâillement de l'élection présidentielle en Égypte, soutien de l'opposition libanaise contre la présence syrienne, coopération économique renforcée avec le continent africain, dégel des relations avec la Libye). Mais en Irak même, la démocratie reste prise en otage par les comportements de ceux qui restent des « occupants », par les attentats, l'insécurité et la corruption.

Se basant sur la compilation de données collectées à partir des informations du gouvernement irakien et de l'Institut médico-légal de Bagdad, la Mission des Nations unies, la MANUI, affirme ainsi que plus de 34.000 civils ont été tués et 36.000 blessés dans les violences en Irak en 2006 ⁽⁷⁾. Durant cette année donc, 94 civils auraient été tués, en moyenne, chaque jour, en Irak. Le rapport insiste également sur les attaques incessantes visant les membres des forces de sécurité. Le 24 décembre 2006, le ministère irakien de l'Intérieur indiquait que 12.000 policiers avaient été tués depuis 2003, ce qui représente une moyenne de 10 policiers tués chaque jour.

Bien que ce rapport mentionne des violations commises par les forces armées de coalition engagées en Irak, il reste muet sur

7 UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI), Human Rights Report, 1er novembre – 31 décembre 2006, <http://www.uniraq.org/FileLib/misc/HR%20Report%20Nov%20Dec%202006%20EN.pdf>

l'utilisation des mercenaires et de leurs conséquences dans ce conflit. De plus, il prend pour argent comptant la déclaration du Président Bush du 10 mai 2004, suite aux cas de torture dénoncés dans la prison Abou Ghraib, selon laquelle « *les Etats-Unis respecteraient la légalité et que les autorités examineraient les opérations dans les prisons iraqiennes afin de s'assurer que de tels délits ne se reproduisent plus* » (para. 65).

Pourtant, l'implication des mercenaires dans des violations des droits humains est de notoriété publique lors de nombreux conflits dans le monde, en particulier en Irak où l'armée américaine a engagé 20 000 mercenaires .

Enfin, le rapport de la MANUI estime que plus de 30.000 personnes sont détenues par les autorités irakiennes, dont plus de 14.000 par la Force multinationale, sans avoir été jugées ni mises en accusation.

stabilité et paix :

Un des autres objectifs proclamés de la guerre US en Irak était de fournir les bases d'une nouvelle stabilité et d'une paix plus solide dans la région.

Qu'en est-il des conséquences sur le conflit israélo-palestinien ?

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a fait évacuer totalement (c'est-à-dire colons et militaires) la bande de Gaza à l'été 2005, affirmant vouloir donner une certaine base territoriale à un futur État palestinien. Il ne s'agit cependant que d'un faible recul, sur un territoire exigu et surpeuplé, sans ressources

en eau (donnée cruciale au Moyen-Orient), et avec un faible risque pour le gouvernement, car il n'y avait que 8 000 colons israéliens à Gaza. De plus, elle permet à Israël de se renforcer en Cisjordanie, plus riche en eau et moins peuplée. Du côté palestinien, le groupe terroriste Hamas a remporté les élections législatives palestiniennes de février 2006. Là encore, au lieu de faire disparaître le terrorisme, l'intervention des États-Unis a légitimé les groupes terroristes ou amplifié leur action. La situation se trouve plus que jamais dans l'impasse.

La position de la Syrie

L'attitude menaçante des États-Unis a accéléré un raffermissement du régime syrien, accusé de soutenir le Hamas et de fermer les yeux sur l'infiltration de terroristes en Irak, après une brève et timide détente à la mort d'Hafez el-Assad.

Certes, la Syrie a cependant été contrainte d'évacuer le Liban après l'assassinat de Rafic Hariri, dirigeant libanais. Dans un contexte trouble, ce dernier essayant de se débarrasser de la Syrie, a probablement été assassiné par le gouvernement de ce dernier, ce que tant à démontrer l'enquête menée sous l'égide de l'ONU.

Le borbier afghan

Il faut noter aussi que, sur l'autre front de « la guerre contre le terrorisme », l'Afghanistan, cet « État défaillant », la situation semble échapper aux forces américaines et à l'OTAN. Ce sera d'ailleurs un des thèmes du sommet de l'OTAN à Bucarest, les 2-4 avril prochains. Dans une

dépêche de l'agence Reuters du 11 mars, « UN Reports sharp rise in Afghanistan attacks », il est écrit que, selon un rapport du secrétaire général des Nations unies, les attaques ont augmenté de manière importante en 2007 : on a compté 566 incidents par mois, contre 425 en 2006. 8 000 personnes ont été tuées dont plus de 1 500 civils. On a aussi compté 160 attentats-suicides en 2007 (contre 123 en 2006). Les travailleurs humanitaires et les ONG sont des cibles de plus en plus fréquentes ⁽⁸⁾.

un bilan dramatique

Le bilan politique de ces cinq années de guerre est négatif, les bilans humain, matériel et économique sont dramatiques.

La controverse sur les victimes

Les chiffres des victimes sont l'objet d'évaluations divergentes.

Selon le site <http://icasualties.org>, le bilan serait, du 20 mars 2003 au 18 mars 2008, de 4 298 dans la coalition (3990 soldats américains, 175 soldats britanniques et 133 soldats de pays alliés) dont 805 par accidents ou maladies. Il y aurait eu plus de 36 000 blessés dans la coalition dont 11 000 grièvement. À ces chiffres, il serait bon de ne pas négliger le nombre de « mercenaires », de travailleurs, diplomates et civils étrangers morts en Irak, le chiffre des victimes dépasse les 1000 morts et près de 13.000 blessés.

8 « Guerre d'Irak, cinq ans déjà... », par Alain Gresh - 16 mars 2008 - <http://blog.mondediplo.net/2008-03-16-Guerre-d-Irak-cinq-ans-deja>

L'armée irakienne et les forces de l'ordre, en mars 2007, auraient 20 000 soldats et policiers tués

Il n'existe pas de décompte précis des morts civiles et seules des estimations sont disponibles, basées selon différentes méthodes. L'Iraq Body Count Project ⁽⁹⁾ ne compte que les morts civils répertoriés officiellement et dénombre entre 80 000 et 90 000 décès début 2008. Une autre estimation (OMS et Iraq Family Health Survey Study Group ¹⁰), basée sur un échantillonnage, plus important montre que le chiffre avoisinerait les 150 000 décès.

Selon les estimations de l'ONU en avril 2006, presque 2,5 millions d'Irakiens (soit un irakien sur huit) ont fui leur pays en raison des violences. 1 million ont trouvé refuge en Syrie, 75 000 en Jordanie et 150 000 en Égypte et 500 aux États-Unis. De plus, selon le HCR, 1,8 million d'Irakiens ont été déplacés à l'intérieur du territoire. **Près du quart des Irakiens ont donc été obligés d'abandonner leurs domiciles depuis le début de la guerre.** Ces chiffres montrent l'ampleur du désastre qui subsiste, même si depuis septembre 2007, on assiste à un retour de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés.

Des coûts exorbitants

9 <http://www.iraqbodycount.org/>

10 <http://content.nejm.org/cgi/content/abstract/358/5/484>

De nombreuses associations américaines, pour la plupart hostiles à la guerre, suivent de près l'évolution des surcoûts liés à la guerre. Leurs estimations tournent autour de 500 milliards de dollars et intègrent aussi des frais indirects (pensions, indemnités...).

Dans un discours devant la Chambre des Représentants des États-Unis, le sénateur honoraire du Massachusetts, James P. Mc Govern, estime le coût de la guerre à 246 millions de dollars par jour (soit 2847\$ par seconde). Il rappelle que les dépenses directes (qui ne représentent pas l'ensemble des coûts) se sont montées à :

2004 : 77,3 milliards de dollars

2005 : 87,3 milliards de dollars

2006 : 100,4 milliards de dollars

Il identifie deux scénarios pour l'avenir : une décision de retrait immédiate (d'Irak et d'Afghanistan) coûterait 371 milliards de dollars ; la prolongation de quatre ans des opérations entraînerait un coût de 1000 milliards de dollars.

Linda Bilmes et Joseph Eugene Stiglitz (« Prix Nobel » d'économie en 2001), deux chercheurs de Harvard et Columbia, ont réactualisé une étude sur les coûts du conflit, dans laquelle ils estimaient que ceux-ci pourraient atteindre près de 2 267 milliards de \$. En début 2008, dans un livre intitulé « The Three Trillion Dollar War : The True Cost of the Iraq Conflict », ils identifient désormais un coût global de 3 000 milliards de dollars.

Les coûts budgétaires (en dollars) qu'ils identifient se décomposent ainsi :

- 336 milliards déjà dépensés.
- 389 milliards de frais de fonctionnement pour les opérations futures
- 127 milliards pour les indemnités et

pensions des anciens combattants

- 160 milliards pour la démobilisation et le repositionnement de la défense

Les coûts économiques se décomposent selon les auteurs de la façon suivante :

- 355 milliards de manque à gagner pour l'économie liés aux décès, invalidités, différentiels de coûts des achats liés à la guerre...
- 300 milliards liés au prix du pétrole sous forme de transferts vers les pays producteurs.
- 150 milliards liés à une moindre performance économique liée aux mêmes prix élevés.
- 450 milliards découlant de l'affectation des budgets à la guerre plutôt qu'à des dépenses productives ou à la réduction du déficit.

Le coût des opérations a ainsi déjà dépassé celui des douze ans de la guerre du Vietnam, et représente le double du coût de la guerre de Corée.

Comment les États-Unis peuvent-ils supporter ces dépenses énormes ?

Il n'y a eu ni réévaluation, ni modification de la politique fiscale, mais au lieu de cela, la dette explose. A la fin de l'année, l'Irak aura coûté aux États-Unis davantage que la Seconde Guerre mondiale, la plus chère à ce jour (2.000 mds dollars en dollars constants/1.500 mds d'euros). Le ministre de la Défense Robert Gates tente cependant de relativiser, soulignant que le budget de guerre total pour 2008 ne représente que 4% du PIB national.

Pour l'ancien sénateur démocrate du Nebraska Bob Kerrey, cela montre surtout la force de l'économie américaine aujourd'hui. *"Nous avons démontré une fantastique capacité à mener un programme très, très*

onéreux", note-t-il, mais comment financera-t-on le programme social pour les personnes âgées, dont le poids va exploser dans les prochaines années, ainsi que d'éventuelles futures crises de sécurité nationale ?

« En outre, les dépenses ne cesseront pas avec le départ des troupes d'Irak », souligne Linda Bilmes, de la Kennedy School of Government à l'Université d'Harvard ⁽¹¹⁾.

Elle estime le coût total des programmes d'assistance aux anciens combattants d'Irak et d'Afghanistan à 350 milliards de dollars (265 mds d'euros) pour les premiers et 700 milliards de dollars (529 mds d'euros) pour les seconds, sachant que les chances de survie des soldats blessés sont meilleures qu'auparavant. "C'est un autre aspect du conflit que le Pentagone et le gouvernement n'ont ni préparé, ni prévu au budget."

Le désaveu persistant et grandissant de l'opinion publique :

Le 2 mai 2007 (soit 4 ans jour pour jour après la déclaration annonçant la fin des « principales opérations de combat »), le président George W. Bush annonce comme prévu dans une allocution télévisée qu'il oppose son veto à la loi votée par la majorité démocrate quelque jours auparavant estimant que « *proposer un calendrier pour un retrait est proposer une date pour un échec et [que] cela serait irresponsable* ».

Le retrait des troupes d'Irak est alors soutenu par 56 % des Américains selon un sondage NBC/Wall Street Journal publié le 26 avril 2007 ⁽¹²⁾ (seuls 37 % soutiennent le président Bush sur ce point). Le sondage

11 « États-Unis: le coût discuté de la guerre en Irak » - NEW YORK (AP) - Lundi 19 mars 2007,

indique également que 55 % des Américains ne croient plus à la victoire en Irak (contre 36 % qui y croient et 9 % qui ne se prononcent pas). On pourra y lire encore que près de la moitié des sondés trouvent que la situation en Irak a empiré ces trois derniers mois (37 % estiment qu'elle est stable et 12 % pensent qu'elle s'améliore).

Le 8 juillet 2007, l'éditorial du New York Times fut un coup de tonnerre dans une partie de l'opinion publique la plus informée. Il y affirmait : « *Il est temps pour les États-Unis de quitter l'Irak, sans plus de délai qu'il n'en faut au Pentagone pour organiser un retrait méthodique.* » Ainsi, l'un des journaux les plus influents du pays appelait au retrait des forces américaines d'Irak !

Le 27 octobre 2007 de nouvelles manifestations pacifistes sont organisées dans les principales villes américaines (New York, Los Angeles, Chicago, Philadelphie, San Francisco, Boston, Seattle, etc.50). 10 000 à 30 000 personnes se sont rassemblées rien qu'à San Francisco.

En mars 2008, un nouveau sondage montre une montée de l'opposition de l'opinion publique américaine : d'après un sondage effectué pour CBS, 64% des sondés pensent que la guerre n'en valait pas la peine ⁽¹³⁾.

En 2006, un sondage mené par le Pew Research Center project ⁽¹⁴⁾ avait montré la dégradation continue de l'image des États-Unis dans l'opinion des principaux pays de la planète.

Opinions favorables des États-Unis :

	2000	2002	2003
2004	2005	2006	
	%	%	%

12 <http://www.cnn.com/id/18313932>

13 Le Figaro du 19-03-2008

14 Pew Research Center project – 12 juin 2006 - www.pewglobal.org

	%	%	%	
Grande-Bretagne	83	75	70	
	58	55	56	
France		62	63	43
	37	43	39	
Allemagne		78	61	45
	38	41	37	
Espagne		50	--	38
	--	41	23	
Russie		37	61	36
	47	52	43	
Indonésie		75	61	15
	--	38	30	
Égypte		--	--	--
	--	--	30	
Pakistan		23	10	13
	21	23	27	
Jordanie		--	25	1
	5	21	15	
Turquie		52	30	15
	30	23	12	
Nigéria		46	--	61
	--	--	62	
Japon		77	72	--
	--	--	63	
Inde		--	54	--
	--	71	56	
Chine		--	--	--
	--	42	47	

(pour 1999/2000 résultats fournis par le Bureau de Recherches du Département d'État)

Le blocage de la situation politique intérieure

Quelques rappels. Après la chute de Saddam Hussein, en avril 2003, l'occupation

américano-britannique est gérée par une Autorité provisoire de la Coalition (CPA) avec le concours d'un Conseil Intérimaire de Gouvernement, auquel a d'abord succédé, le 28 juin 2004 - date de la restauration formelle de la souveraineté irakienne - un gouvernement intérimaire.

Des élections générales sont organisées le 30 janvier 2005, qui donnent une majorité de sièges à l'Alliance chiite patronnée par l'Ayatollah Sistani, la liste kurde arrivant en deuxième position. Ce scrutin débouche le 28 avril 2005 sur la mise en place d'un exécutif transitoire, présidé par le Kurde Jalal Talabani, et dirigé par le Premier ministre (chiite) Ibrahim Jaafari.

De nouvelles élections générales ont lieu le 15 décembre 2005, pour mettre en place les institutions permanentes, conformément à la constitution approuvée par référendum le 15 octobre 2005. Elles ne modifient pas en profondeur les équilibres politiques, mais la communauté sunnite, qui avait boycotté le scrutin du 30 janvier 2005, a cette fois pris part au vote. Après plusieurs mois de tractations, un « Gouvernement d'unité nationale » est investi en mai 2006, présidé par M. Nouri Al Maliki, à la tête d'une coalition chiite. Dans un effort de répartir les rôles entre les trois principales communautés, l'exécutif est partagé entre trois personnes : le président (largement honorifique, Kurde), le Premier ministre (chiite), et le président du parlement (sunnite). Chacune de ces têtes est flanquée de deux adjoints, appartenant aux deux autres communautés. Cette répartition est parfois critiquée : si elle permet d'afficher une répartition du pouvoir, elle est accusée de professionnaliser encore davantage le débat politique. Ce gouvernement reste très fragile et est loin de maîtriser la situation

dans le pays.

Retour au droit international ou fuite en avant dans l'aventure militaire

Quel peut-être l'issue de la crise irakienne ? Le débat est vif aujourd'hui sur le retrait ou non des troupes US, sur un calendrier éventuel.

En 2006, un groupe d'étude sur l'Irak (Commission parlementaire coprésidée par James Baker, ex-secrétaire d'État du président Bush père, et Lee Hamilton, ancien président démocrate de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants) avait établi un rapport sur la situation ⁽¹⁵⁾.

Le texte de cette commission officielle estimait qu'il y avait une détérioration de la situation : « *La situation en Irak est grave et se détériore* », prévient le rapport, selon lequel « *il n'y a pas de chemin garantissant le succès même si les perspectives peuvent être améliorées* ». Il envisageait, si elle continuait de se détériorer, « *un glissement vers le chaos* » pouvant « *entraîner l'effondrement du gouvernement irakien et une catastrophe humanitaire* », les pays voisins « *pouvant alors intervenir* ».

Le rapport proposait le premier trimestre 2008 pour parvenir à un retrait de l'essentiel des troupes de combat, « *en liaison avec la situation sécuritaire sur le terrain* ». Et le texte soulignait que « *la mission principale* » des forces armées US devrait « *évoluer vers un soutien apporté à l'armée irakienne, qui devrait prendre en charge les opérations de combat* ». Le texte ne fixait toutefois pas de

15 rapport remis le 6 décembre 2006 au président des États-Unis et au Congrès.

calendrier précis au retrait.

Concernant le conflit israélo-palestinien, le document Baker estimait que la situation en Irak ne pourrait pas s'améliorer sans « *un engagement renouvelé des États-Unis* » en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien. Le texte pointait par ailleurs la nécessité d'un engagement de Washington « *envers une solution globale de paix impliquant d'une part Israël et d'autre part les Palestiniens, le Liban et la Syrie* ».

Le texte de la commission recommandait explicitement de se défaire sur Bagdad des responsabilités du chaos dans lequel se trouvait le pays en menaçant le gouvernement irakien de perdre le soutien « *politique, militaire et économique* » des États-Unis s'il ne faisait pas « *des progrès substantiels en termes de sécurité et de réconciliation nationale* ».

Enfin, soulignant qu'il n'existe pas de « *formule magique* » pour résoudre le conflit irakien, le rapport Baker conseillait à George W. Bush de prendre contact avec l'Iran et la Syrie en vue d'une solution globale à la crise. « *En ouvrant le dialogue avec la Syrie et l'Iran, les États-Unis devraient envisager des éléments autant incitatifs que dissuasifs dans la recherche de résultats constructifs* », conseillaient les rapporteurs.

Le soutien au retrait des troupes états-uniennes d'Irak se manifeste aussi de manière de moins en moins feutrée au sein même de l'état-major. Beaucoup d'officiers jugent que l'occupation handicape la nécessaire modernisation des forces armées ⁽¹⁶⁾. Récent "démissionnaire", l'amiral William Fallon avait proposé en septembre 2007 d'y réduire de 75 % les effectifs américains d'ici à 2010. Candidats

16 « Cinq ans après, comment les États-Unis peuvent-ils sortir d'Irak ? » - Le Monde - 19.03.08

démocrates à l'élection présidentielle, Barack Obama et Hillary Clinton évoquent un retrait quasi total sur une durée de douze à seize mois.

"Il est temps de mettre fin à cette guerre. Pas l'an prochain ni dans un mois : dès aujourd'hui. Une de mes premières actions de président sera de réunir les chefs de l'état-major, le secrétaire à la défense et le Conseil national de sécurité pour élaborer un plan de rapatriement de nos troupes, qui débutera dans les soixante jours" (profession de foi, sur le site <http://HillaryClinton.com>) .

"Toutes nos brigades de combat seront parties en seize mois. Je ne bâtirai aucune base permanente en Irak" (profession de foi, sur le site <http://Obama'08>) .

Seul le candidat républicain continue d'affirmer : *"Nous partirons d'Irak dans l'honneur. Un retrait précipité déboucherait sur un génocide, une déstabilisation de tout le Moyen-Orient et un renforcement de (nos) adversaires"* (John Mac Cain - 4 mars 2008).

Globalement, on peut dire que les deux tendances qui se dégagent des diverses positions émises, tant aux États-Unis qu'en Europe, s'appuient, l'une autour de la priorité donnée à la solution militaire, l'autre autour d'une solution politique, du retrait des troupes et d'une nouvelle place des Nations unies. Pour autant, comme nous le verrons ensuite en examinant les quatre scénarios de Robert Dreyfuss, les solutions sont loin d'être simples et ont toutes des points de faiblesses.

Utiliser la force jusqu'au bout :

Dans son discours pour le cinquième anniversaire de l'entrée en guerre contre

l'Irak, le Président Bush a surtout fait valoir les progrès accomplis depuis 2007 et la diminution des violences grâce à l'envoi d'environ 30.000 Américains supplémentaires. Ce changement *"a fait plus que renverser la situation en Irak. Il a ouvert la porte à une victoire stratégique majeure dans la guerre plus large contre le terrorisme"*, a-t-il dit.

le pari de l'amélioration par « l'irakisation » de la guerre

La situation en Irak s'améliore-t-elle et la politique de Bush commence-t-elle à porter ses fruits ? En effet, selon un rapport américain, en deux ans, le nombre des victimes de mort violente est passé pour les civils irakiens d'un maximum de 3 000 en novembre 2006 à 700 en décembre 2007 ; et, pour les soldats de la coalition, d'une moyenne de 100 par mois à la fin 2006 (130 en mai 2007) à une vingtaine à la fin de l'année dernière. Les attaques de grande envergure (voitures piégées, attentats-suicides, etc.) sont tombées de 130 en juin 2007 à 40 en décembre de la même année. Enfin, alors que 2 200 Irakiens étaient tués en décembre 2006 dans des violences interethniques (pour l'essentiel entre sunnites et chiïtes), ce bilan chutait à environ 200 en novembre 2007. Ces succès ont amené l'administration à annoncer un retrait graduel de 5 000 soldats par mois – qui a, en partie, commencé : les forces américaines passeraient d'un pic de 170 000 soldats à 130 000 d'ici l'été.

Et pourtant, à la fin de l'année 2006, la situation des troupes américaines en Irak paraissait sérieusement compromise, et la pression de l'opinion pour un retrait rapide était forte, comme le confirmait la victoire des démocrates aux élections du Congrès de

novembre.

Mais, contre vents et marée, le président Bush refusait de céder ⁽¹⁷⁾. Il s'engageait dans une autre voie, celle que préconisait un rapport de la fondation de droite American Enterprise Institute. Le texte, préparé par Frederick Kagan, une des plumes néoconservatrices, et par le général à la retraite Jack Keane, intitulé « *Choosing victory : A plan for success in Iraq* » (« Choisir la victoire : un plan pour réussir en Irak »), préconisait, au contraire de la commission Baker-Hamilton, un envoi de troupes supplémentaires et leur concentration dans la région de Bagdad afin d'y rétablir l'ordre.

De plus, la baisse de la violence bénéficie, depuis le 29 août 2007, de la "*suspension immédiate et pour six mois de toutes les activités militaires*" de l'Armée du Mahdi. Cette trêve continue à ce jour.

Ensuite, l'armée US a décidé de payer et recruter depuis un an environ les "bandits", les "rebelles", les "insurgés", les "terroristes" pour qu'ils changent de camp, qu'ils deviennent les yeux et les oreilles de l'armée, pour aider, moyennant 10 dollars par jour, à établir dans leurs quartiers, dans leurs villes ou leurs tribus, la pax americana en Irak. Tout Bagdad ne parle plus que de ces "types", les "sahwas", les "Fils d'Irak", les "comités populaires d'autodéfense" ou encore les "citoyens locaux concernés", comme les a curieusement baptisés l'ambassade américaine ⁽¹⁸⁾.

Cette idée a, selon le général David L.

17 Les États-Unis vont-ils gagner la guerre en Irak ?

- par Alain Gresh - 27 février 2008

<http://blog.mondediplo.net/2008-02-27-Les-Etats-Unis-vont-ils-gagner-la-guerre-en-Irak>

18 « Irak : les janissaires de l'Amérique », Le Monde - 11.03.08

Petraeus, commandant en chef du corps expéditionnaire, "largement contribué" à la baisse de 60% à 70% des attaques et des attentats depuis huit mois.

La diminution du nombre d'attentats est-elle à mettre au crédit des États-Unis ? Pour les Américains, cela prouve que leur théorie du « surge » [augmentation du nombre de soldats engagés, ndlr] a fonctionné.

Cette politique peut-elle assurer un succès durable ?

Les États-Unis ne reproduisent-ils pas la même erreur que dans les années 1980 en Afghanistan, lorsque Washington avait armé les futurs taliban contre l'envahisseur soviétique ? Ils financent et arment des groupes qui ne sont pas soumis à une logique étatique, sans se poser la question de ce qu'il adviendra de cet armement. On constate là la limite de leur politique. Et ce d'autant plus que ces tribus armées ne reconnaissent pas la souveraineté du gouvernement central et commencent à remettre en question la présence américaine. Non seulement Al-Qaïda n'est pas mise à mal mais de surcroît, les États-Unis ont provoqué la possibilité de voir se constituer des groupes violents.

Un nouveau débat agite les cercles militaires US. "*Nous avons une armée qui a été conçue pour tuer des hommes et détruire des infrastructures, et nous avons toujours besoin d'une armée qui puisse le faire. Mais nous avons aussi besoin, et de plus en plus, d'une armée qui puisse venir en aide aux populations et construire des infrastructures*", explique le lieutenant-colonel John Nagl, auteur d'un livre sur la lutte contre-insurrectionnelle ("*Apprendre à manger sa soupe avec un couteau*") ⁽¹⁹⁾.

19 L'Express © Reuters, mardi 18 mars 2008

Cette opinion modère de plus en plus la stratégie des forces américaines en Irak, surtout depuis qu'un autre spécialiste de la lutte contre-insurrectionnelle, le général David Petraeus, en a pris l'an dernier le commandement à Bagdad.

Avec l'appui de 30.000 soldats envoyés en renfort, le général Petraeus a sorti ses troupes de leurs bases pour protéger les Irakiens et contribuer à leur fournir des services de base. La stratégie a porté des fruits : la violence a nettement reflué en Irak depuis l'été dernier. S'inspirant de cette évolution, des officiers supérieurs défendent désormais l'idée selon laquelle l'armée américaine doit être davantage "nation-building", soit edificatrice de nations, un thème longtemps tabou dans l'administration Bush.

« Irakisation » de la guerre, armée faisant de « l'humanitaire », ces orientations rappellent certaines pratiques du même ordre menées tant au Vietnam qu'en Algérie avec l'échec que l'on connaît.

De fait, il semble que le Président G. W. Bush n'ait pas écarté une nouvelle intensification de l'action militaire, y compris s'il le faut en l'étendant à l'Iran, comme le montrent certaines de ses décisions de ces derniers mois.

la tentation iranienne

Le 4 janvier dernier, George Bush évinçait les deux principaux commandants militaires au Moyen-Orient, les généraux John Abizaid et George Casey, qui s'étaient opposés à l'escalade militaire en Irak, et il a fait partir John Negroponte, directeur des services de Renseignement, qui n'évaluait pas comme dangereuse à court terme la menace du

programme nucléaire iranien ⁽²⁰⁾.

George W. Bush s'est ainsi débarrassé des militaires de haut rang et des responsables des services de renseignement qui faisaient obstacle à une guerre plus intensive au Moyen-Orient, élargissant ses options pour faire face à l'escalade du conflit en Irak mais aussi pour porter avec Israël le combat en Iran et en Syrie.

Il est donc clair que George W. Bush n'écarte aucune aventure guerrière malgré les critiques qui fusent même dans son camp.

L'option militaire en Irak garde des partisans même parmi ceux qui critiquent la politique unilatérale états-unienne. Certains cercles pensent que l'idéal serait une "*internationalisation diplomatique de la question irakienne*", dotée d'une force internationale alimentée par 20 Etats dont les Américains ne seraient qu'une partie, pour assurer la transmission des pouvoirs à un Etat stable et décentralisé ⁽²¹⁾. Mais quel pays voudra envoyer des troupes en Irak pour aider les Etats-Unis à retirer les leurs ?

La question de redonner une nouvelle place aux Nations unies et au droit international est posée.

le droit international d'abord :

l'évacuation des troupes et une vraie place centrale pour les Nations unies

A la suite de la résolution 1483 de mai 2003,

20 Le rush de George W. Bush pour l'Armageddon, par Robert Parry. La République des Lettres, vendredi 12 janvier 2007 ww.republique-des-lettres.fr/

21 Selon Christine Wormuth, directrice de recherche au Center for Strategic and International Studies (CSIS)

qui légitimait la guerre en Irak, le Conseil de Sécurité a régulièrement voté sur la question et a établi la Mission d'Assistance des Nations Unies en Irak en août 2003 dans la résolution 1500. La dernière résolution sur cette mission remonte à août 2007 et arrive au terme de son mandat le 10 août 2008.

Le faucon américain John Bolton, qui n'avait que ressentiment et mépris à l'égard de l'ONU, a été remplacé comme représentant des USA au Conseil de sécurité, par Zalmay Khalilzad, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, salué pour son travail à Bagdad et apprécié pour ses qualités de diplomate.

Selon Vivien Pertusot ⁽²²⁾, Khalilzad considère deux missions pour l'ONU : tout d'abord, « *aider les principales communautés à trouver un accord national sur la répartition des pouvoirs économique et politique* » ; ensuite, « *contenir les rivalités régionales qui attisent les tensions dans le conflit interne irakien* ». Selon lui, l'ONU pourrait réussir là où les Etats-Unis ont échoué, car elle a la légitimité nécessaire pour y arriver.

Ces deux missions sont particulièrement complexes, étant donné qu'à l'échelle nationale comme régionale, la division Chiites et Sunnites est saillante. Récemment, les Etats-Unis ont publiquement accusé l'Arabie Saoudite sunnite de vouloir déstabiliser le gouvernement chiite de Nouri al-Maliki. L'Iran chiite, au contraire, soutient le gouvernement et les milices chiites contre les Sunnites.

Dans le même temps, le secrétaire général de l'ONU s'est entretenu, le 7 juillet 2007, avec

22 « L'ONU doit plus s'impliquer en Irak », par Vivien Pertusot (Le Caire), <http://www.leblog-politique.fr/2007/07/29/lonu-doit-plus-simpliquer-en-irak/>

George Bush à la Maison Blanche. La situation en Irak est « *un problème qui affecte tout le monde* », a affirmé Ban. « *En ce qui concerne les Nations Unies, nous sommes prêts à aider la population irakienne et son gouvernement à surmonter cette difficulté* ».

Une mission diplomatique menée par l'ONU pourrait se révéler efficace, surtout si elle a autorité pour négocier aussi bien au niveau national que régional, car les deux contextes sont indissociables.

Pourtant, un point demeure problématique. Comme le souligne Brian Katulis, chercheur au think tank « Center for American Progress », les Etats-Unis doivent annoncer un plan de retrait des troupes pour qu'une mission de l'ONU puisse négocier avec les Irakiens et ses voisins. « *Les Etats-Unis doivent annoncer au monde qu'ils ont l'intention de redéployer leurs troupes hors d'Irak* », écrit-il. « *Cette annonce motivera les dirigeants d'autres pays à porter leur part du fardeau en Irak.* » En première ligne, les pays du Moyen Orient, notamment l'Iran et l'Arabie Saoudite. Mais aussi d'autres pays de la communauté internationale.

On peut penser qu'une telle évolution de la politique de Washington est improbable sans l'arrivée d'un Président démocrate en novembre 2008.

une solution complexe : les « quatre scénarios »

Pour le journaliste Robert Dreyfuss, il convient de laisser tout d'abord de côté les vains espoirs ⁽²³⁾. La paix ne naîtra pas le

23 « L'Irak après les USA : quatre scénarios », Robert Dreyfuss, Mother Jones, 18 octobre 2007

jour de leur retrait si les USA décident de quitter l'Irak ; la violence se poursuivra, peut-être pire encore. Ce n'est pas une raison pour y maintenir les troupes américaines, mais il faut prendre en compte cette dure réalité. A quel point la situation peut-elle se dégrader ? Voici, selon lui, quatre scénarios, allant du plus horrible à celui qui donne quelques raisons d'espérer. Je les reproduis ici dans leur intégralité car ils me semblent parfaitement bien résumer les « possibles » de la crise irakienne.

« I - Apocalypse Now

Le gouvernement irakien, faible et inconsistant, s'effondre et les milices entrent en guerre. Les kurdes s'emparent de Kirkourk et des champs pétroliers du nord. Les chiïtes et les sunnites ripostent. Les forces sunnites tentent de prendre Bagdad et combattent les forces chiïtes. Dans le sud, les milices chiïtes s'affrontent pour le contrôle de Bassora tandis qu'Al Qaida établit ses repaires au cœur du territoire sunnite. Les combats s'intensifient, les pays voisins interviennent : la Turquie envahit le nord de l'Irak pour écraser les kurdes, l'Iran et l'Arabie Saoudite viennent en aide à leurs alliés et les minorités opprimées des pays voisins se rebellent. Tous les ingrédients sont en place pour une guerre régionale, avec en arrière plan, les deux tiers des réserves mondiales de pétrole. Le prix de l'essence est multiplié par deux.

Ceux qui l'envisagent : les faucons qui prétendent que les USA doivent rester en Irak de nombreuses années, comme le rédacteur en chef du Weekly Standard, William Kristol.

<http://www.motherjones.com/news/feature/2007/1/iraq-war-post-us-scenarios.html>, traduit le par 22 octobre 2007 par Contre Info : http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1357

Ce qui le rendrait possible : Un retrait soudain des USA, sans qu'ait été mis en place un accord international sérieux. La vacance du pouvoir résultante renforcerait les extrémistes comme Al Qaida en Irak, les kurdes ultranationalistes et les escadrons de la mort chiïtes, entraînant les forces plus modérées et les pays voisins dans une guerre totale.

Les probabilités : 10 pour cent. Pas impossible, mais pas non plus certain comme voudraient le faire croire les faucons, en partie parce que les gouvernements de la région savent qu'ils seraient tous renversés si une guerre régionale éclate.

II - Mad Max

Le combat pour le contrôle du pays provoque des dizaines de milliers de victimes. Mais les pouvoirs régionaux s'accordent pour ne pas intervenir. Au bout d'un temps les combats les plus meurtriers baissent en intensité, laissant place à une situation à la somalienne, où les gangs, les milices et les seigneurs de la guerre font la loi. Pour empêcher que les massacres ne débordent à l'extérieur du pays, les troupes américaines mettent en place des zones de contrôle le long des frontières, des zones tampons militarisées parsemées de « points de rassemblement des réfugiés » - c'est-à-dire des camps - destinés à ceux qui tentent d'échapper à l'enfer irakien.

Ceux qui l'envisagent : Certains réalistes, préoccupés par le maintien de l'influence américaine au Moyen Orient voient là leur pire hypothèse. Parmi eux, on trouve Daniel Byman et Kenneth Pollack du Brookings Institution.

Ce qui le rendrait possible : la continuation du soutien aux chiïtes au pouvoir et aux

séparatistes kurdes, qui compromet les chances d'une réconciliation nationale.

Les probabilités : 20 pour cent. Sans soutien extérieur, les factions pourraient difficilement se lancer dans une guerre totale.

III - Partition

L'Irak est divisé en kurdistan, chiïstan et sunnistan, et ces mini-états se disputent le contrôle du pétrole irakien. Michael O'Hanlon, co-auteur d'un rapport pour le Brookings intitulé « Les justifications d'une partition douce de l'Irak », écrit que cinq millions d'irakiens seraient déplacés. D'autres observateurs nomment ce scénario une « mauvaise idée dont l'heure est arrivée. »

Ceux qui l'envisagent : En dehors du gouvernement Bush, une grande partie des cercles de Washington s'est ralliée à cette idée. Parmi ses partisans on trouve le sénateur Démocrate Joe Biden, Leslie Gelb, du Council on Foreign Relations, le conseiller des Kurdes Peter Galbraith et Pauline Baker du Fund For Peace.

Ce qui le rendrait possible : Continuer d'armer les tribus sunnites, les forces de sécurité qui sont dominées par les chiïtes, et les milices kurdes, en s'assurant que chacune ne soit que juste assez forte pour s'emparer d'une partie du pays.

Les probabilités : 30 pour cent. Les gouvernements américain et irakien et la plupart des politiques irakiens à l'exception des kurdes y sont opposés, mais si personne ne contraint les protagonistes à s'asseoir à la table de négociation, c'est une possibilité réelle.

IV - L'Arrangement

Les politiciens corrompus qui sont arrivés en Irak dans les hélicoptères américains,

depuis les créatures de Washington comme Ahmed Chalabi jusqu'aux religieux chiïtes qui étaient en exil en Iran, abandonnent le navire lorsque les troupes US quittent le pays. Comme Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller de Carter, l'a dit « les seuls irakiens qui veulent que les USA restent en Irak sont ceux qui devraient partir en même temps qu'eux. » Dans le camp sunnite, une myriade de groupes d'insurgés, de chefs tribaux et d'anciens membres du pouvoir baasiste tentent de trouver un arrangement pour partager le pouvoir avec les chiïtes. Du côté chiïte, les nationalistes prennent le dessus sur les séparatistes et les affidés de l'Iran et forgent un compromis. Le gouvernement de coalition qui en résulte est à la fois anti-américain et anti-iranien. Il écrase sans merci Al Qaida en Irak et persuade les kurdes de se contenter d'une autonomie limitée et non pas de l'indépendance.

Ceux qui l'envisagent : Mis à part l'anti-américanisme, l'objectif affiché du gouvernement américain reprend une version de ce scénario, bien que ses politiques actuelles le compromettent à chaque occasion.

Ce qui le rendrait possible : Le soutien aux efforts des Nations Unies pour rouvrir le dialogue en Irak. Mettre en place des discussions sur la paix avec le soutien de l'Europe, de la Russie et de la Chine qui ont toutes des vues sur le pétrole irakien. Arrêter d'armer les factions et commencer un retrait ordonné.

Les probabilités : 40 pourcents. Si le retrait s'accomplit correctement, les chances pour que cette issue se réalise sont convenables, bien qu'elle s'accompagnerait de nombreuses violences pouvant aisément échapper à tout contrôle et conduire aux

scénarios les plus sombres.

Affirmer qu'un retrait améliorerait instantanément les choses est une douce illusion. Mais ceux qui déclarent que les pires scénarios sont inévitables utilisent eux aussi de fausses hypothèses. Ils prétendent que l'Irak a été créé arbitrairement par les Britanniques, en oubliant que la « terre entre les deux fleuves » existe depuis l'époque de Babylone. Ils affirment que chiïtes et sunnites sont en proie à des haines anciennes et irréconciliables, alors qu'un tiers des mariages en Irak sont inter-religieux ou se font entre ethnies. Malgré la montée de la violence, seuls 14% des irakiens étaient en faveur d'une partition en mars dernier, et la plupart rejettent le fondamentalisme religieux d'Al Qaida et de la Théocratie iranienne. Les pessimistes ignorent aussi le fait que la richesse pétrolière contrecarre ces tendances centrifuges. Le fragile réseau de puits, d'oléoducs, de raffineries et de terminaux pétroliers ne supporterait pas une guerre civile, et tout le monde veut sa part de ce gâteau.

Reconstruire l'Irak ne peut cependant pas être une tâche américaine. Les USA n'ont aucune crédibilité pour réunifier le pays, pas plus que leurs alliés irakiens, y compris le gouvernement actuel. Il faut donc que ce soit le reste du monde qui s'en occupe. Depuis 2003, Washington a traité l'Irak comme une chasse-gardée. Mais lorsque les troupes s'en iront les USA devront aller plaider auprès des Nations Unies, de la Ligue Arabe, de l'Organisation de la Conférence Islamique pour qu'elles jouent les bons offices auprès des protagonistes irakiens et exercent des pressions sur leurs soutiens étrangers. Si un accord peut-être obtenu, l'OCI devrait superviser les forces

de maintien de la paix venant de pays musulmans comme le Pakistan et l'Égypte, ce qui représentera, à l'échelle de l'Irak, une tâche sans précédent.

Il y aura un prix à payer pour toutes les parties prenantes, à commencer par une aide massive des nations intéressées, y compris la Chine et le Japon. Les pays voisins réclameront aussi leur lot, et devraient l'obtenir : la Turquie veut une aide économique, le statut de membre de l'Union Européenne, et des garanties de sécurité sur le problème kurde. Les états arabes demanderont un engagement sérieux des USA pour un accord Israélo-Palestinien - et c'est peut-être là le seul problème plus difficile à résoudre que l'Irak. L'Iran recherchera la négociation globale qui lui a été refusée jusqu'à présent : accords économiques et garanties de sécurité, éventuellement en échange d'une acceptation de limiter son programme nucléaire.

Même si toutes ces conditions sont réunies, il restera aux irakiens la tâche difficile de forger une nouvelle constitution et d'élire un gouvernement, processus auquel la politique actuelle des USA ne les prépare guère. La lutte contre l'insurrection a interdit l'apparition de partis de masses sunnites, tandis que du côté chiïte les USA se sont alliés aux groupes les plus sectaires et les plus pro-iraniens, y compris celle du premier ministre Nouri Al Maliki. Si tout ceci se poursuit, même les scénarios les plus modérément optimistes deviendront alors de vains espoirs. »

Comme on le voit, le retour de la stabilité en Irak, sa reconstruction s'annoncent difficiles. Il reste une variable que Robert Dreyfuss met peu en avant, c'est la place éventuelle de l'opinion publique.

la mobilisation de l'opinion aux États-Unis et en Europe

La décision prise en 2002 par le Président Bush a provoqué progressivement dans le monde une mobilisation sans précédent de l'opinion publique de très nombreux pays. Cette mobilisation a culminé le 15 février 2003 où environ 15 millions de personnes ont manifesté au travers du monde.

Depuis, avec l'installation dans la durée des troupes états-uniennes en Irak grâce à un accord formel du gouvernement irakien faible en place, c'est un sentiment d'impuissance qui a eu tendance à prévaloir dans le monde. La multiplication des attentats, la spirale du chaos a aggravé ce sentiment. Pour autant, comme il a été indiqué auparavant, l'image des États-Unis a continué de se dégrader profondément. Pour le 5e anniversaire du début de la guerre d'Irak, entre 35.000 et 40.000 personnes, selon les organisateurs, ont fait le déplacement jusqu'à Trafalgar square, à Londres, avant que le cortège ne se dirige en direction du parlement de Westminster situé à quelques encablures.

Le 22 mars, un millier de pacifistes venus des pays membres de l'Otan ont marqué le 5e anniversaire de la guerre en Irak en tentant de "fermer" le siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles. Dans les pays scandinaves également, plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre la guerre en Irak.

Des manifestations pour marquer le cinquième anniversaire de la guerre en Irak se sont déroulées dans plusieurs villes américaines bien qu'elles n'aient jamais drainé les foules des premières manifestations qui avaient éclaté juste avant

l'invasion. À New-York, les manifestants, plus de 10.000, selon les organisateurs, ont scandé "Finissez la guerre maintenant" et "pas un dollar de plus, pas un mort de plus" et ont observé une minute de silence pour commémorer les morts de la guerre.

En fait, on ne peut comparer les manifestations d'aujourd'hui aux États-Unis à celle de 2003. Si l'opposition à la guerre ne se traduit plus par de grandes démonstrations de forces, elle s'est, par contre, enracinée au niveau local et se manifeste par une pression très diversifiée : témoignages de démobilisés, piquets de veille devant le Capitole, pression sur les permanences d'élus, etc... Comme l'écrit Leslie Cagan, coordinatrice de « Unis pour la paix et la Justice » : *« Ce que je sais est que ces 5 années signifient également 5 années de veilles, 5 années de marches, 5 années d'appels téléphoniques, de lettres et de visites aux membres du Congrès, 5 années de désobéissance civile non-violente – chaque jour--, par des groupes locaux ou des individuels tels que vous dans chaque communauté dans le pays. »*⁽²⁴⁾

Aujourd'hui, l'attention des opposants à la guerre est tournée vers la campagne électorale des prochaines présidentielles car, de la position du futur Président des États-Unis, dépendra le sens de la solution apportée à la crise irakienne.

L'élection d'un président démocrate plus favorable à une solution diplomatique aurait certainement pour conséquence de relancer le mouvement antiguerre qui cherche ses marques en Europe. Une nouvelle mobilisation permettrait de faire pression pour que l'Union européenne joue un rôle positif dans une issue diplomatique à la crise

24 « What 5 years means », Leslie Cagan, 14 février 2008, <http://www.5yearstoomany.org>

irakienne : elle en a les moyens politiques, financiers et économiques. Elle a une expérience, acquise dans l'ex-Yougoslavie, d'aide aux situations post-conflits. Cette pression serait d'autant plus nécessaire que la France ne jouera pas forcément un rôle positif comme l'a joué dans le passé. Le Président de la République, M. Sarkozy, a montré que ses priorités avaient changé : ne

prévoit-il pas de renforcer le contingent français de l'ISAF, la force internationale sous commandement de l'OTAN en Afghanistan ? Demain, ne risque-t-il pas d'essayer de briser le « tabou » de la présence militaire française en Irak ? De fait la fin 2008 et le début 2009 risquent d'être décisifs dans les choix politiques pour trouver une issue à la crise irakienne.

Conclusion

Après cinq ans de guerre, le drame irakien est devenu la preuve flagrante du cuisant échec de la politique étrangère de l'administration Bush, conçue après le 11 septembre 2001. Au niveau humain et humanitaire, les conséquences de cette (més)aventure militaire sont incalculables mais systématiquement sous-estimées.

Ne pas en tenir compte, cela revient d'abord à banaliser la guerre en faisant croire que l'usage de la force cause, au pire, un nombre de victimes minime et accidentel, alors que c'est le contraire qui est vrai. Les civils – des hommes et des femmes ordinaires – sont toujours les principales victimes des conflits. Ils sont la conséquence la plus inacceptable de toutes les guerres et sont protégés dans ce sens par les conventions internationales.

Ensuite, en arriver à telle situation, alors que l'argument imparable présenté par le président Bush était justement de « libérer » ces civils irakiens et de leur construire une vie meilleure, c'est se jouer sans vergogne de la vie d'innocents qui, d'otages d'une dictature sanguinaire se retrouvent pris au piège d'un chaos humanitaire sans précédent, conséquence d'un jeu politique insensé décidé à Washington ⁽²⁵⁾.

La deuxième leçon de ces cinq années de conflit est la disqualification complète, s'il en était encore besoin, de l'utilisation de la guerre pour faire avancer des solutions politiques. À ceux qui prétendaient que le système multilatéral mis en place en 1945 avec les Nations unies était obsolète et qu'il fallait que l'hyperpuissance états-unienne prenne en charge ce monde imparfait, ces cinq années montrent leur erreur. Le monde complexe d'aujourd'hui, avec ses relations internationales et transnationales enchevêtrées, a besoin de solutions, elles-mêmes complexes. Celles-ci ne peuvent s'élaborer qu'avec la participation égalitaire de tous les acteurs internationaux d'aujourd'hui : États, institutions onusiennes, réseaux d'ONG, forces économiques transnationales. Cette participation ne peut se développer hors d'un cadre normatif qui est celui du droit international, en constante évolution. Même si la solution immédiate à la crise irakienne est difficile, peut prendre du temps, elle devra forcément s'inscrire dans ce cadre-là. Dans le cas particulier de la crise irakienne, cela suppose, comme l'évoque Robert Dreyfuss dans son 4e scénario, l'engagement réel des grandes puissances mondiales membres du Conseil de sécurité, ainsi que des principaux pays arabes voisins. Faire prévaloir et parvenir à la réussite d'une solution politique mérite certainement un

25 « Guerre d'Irak, quatre ans après : de la dictature au chaos humanitaire », Caroline Pailhe, chargée de recherche au GRIP, 15 mars 2007 <http://www.grip.org/bdg/g1073.html>

engagement renouvelé et revigoré des associations et de tous ceux qui militent pour une nouvelle conception de la paix dans le monde.

24 mars 2008